



HAL
open science

Le héros de guerre, le militaire et la nation

Richard Hocquellet, Stéphane Michonneau

► **To cite this version:**

Richard Hocquellet, Stéphane Michonneau. Le héros de guerre, le militaire et la nation. Mélanges de la Casa de Velázquez, 2008, 38 (1), pp.95. hal-04300657

HAL Id: hal-04300657

<https://hal.science/hal-04300657>

Submitted on 22 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Le héros de guerre, le militaire et la nation.

Richard Hocquellet
Stéphane Michonneau

Il n'est pas question ici d'élaborer une synthèse de plus sur le rôle des militaires dans la guerre d'Indépendance. Ceci demanderait de compiler une somme infinie de littérature historique et militaire. Ce serait en outre alimenter un enfermement historiographique caractéristique des histoires de ce conflit entièrement déterminé par la glorification de la geste de la libération nationale.

Notre ambition se limitera à tenter de cerner les grandes lignes du bouleversement que la guerre provoque dans le rapport entre les militaires et la nation. Un indice éclatant de l'évolution de ces relations est la construction des héros de guerre qui, selon la légende consacrée, prend davantage les traits du *guerillero* que du soldat régulier. Aussi a-t-on affaire à une guerre victorieuse où les soldats de carrière sont relégués au second plan. Pendant la guerre, nul ne semble avoir été plus décrié que le militaire : son incompetence, les lacunes de sa formation, son comportement, ses défaites qui, il est vrai, sont innombrables et cinglantes.

Mais cette description ne saurait être complète si l'on ne prend en compte les figures qui échappent à l'opprobre général qui touche l'armée espagnole. Une fois mort, le militaire semble remplir parfaitement la fonction héroïque que la société refusait au militaire en vie. De même, le chef militaire d'une ville assiégée connaît un tout autre destin. Finalement, il existe une sorte de contraste paradoxal entre la mauvaise image du militaire en guerre et l'image positive du militaire sacrifié au combat. Pourquoi le militaire de carrière est-il rarement un héros de la guerre sauf quand il meurt au combat ? Pourquoi les généraux victorieux ne s'imposent-ils pas comme des figures majeures du patriotisme, alors que des officiers vaincus mais tués en opération le deviennent ?

Le paradoxe est à la mesure de la redéfinition que connaît la place du militaire dans la société espagnole des années 1808-1820 : à la faveur du conflit, une nouvelle armée est née et dans son sillage, un nouveau statut du héros de guerre. A l'issue de cette mutation, on aboutit à une forme d'identification incomplète entre le militaire de carrière et la nation, alors que le *guerillero*, figure phare de la légende de guerre, est relégué dans l'arrière-boutique de l'histoire. En 1808, à une époque où le roi de guerre disparaît puisque Ferdinand VII est à Valençay, la question du héros de guerre renvoie au douloureux problème d'une légitimité politique à reconstruire sur les ruines de l'Etat acéphale. De la capacité des militaires à s'ériger en héros dépend en grande partie leur marge d'action dans l'Espagne d'après-guerre, activité que l'on sait fébrile.

Pour nous, il n'y a pas lieu de séparer les faits de guerre et les faits légendaires qui naquirent en même temps. La nouvelle place du militaire de carrière dans la société espagnole se comprend à la confluence d'une position sociale et politique déterminée (ses origines sociales, les conditions de sa reconversion en temps de paix, etc.) et de la

représentation que lui et ses contemporains se font de la fonction aux armées. C'est donc dans le dialogue entre l'évolution objective d'une position sociale et les mutations des modes de représentations que nous situons notre démarche.

1 – De l'espérance à la défiance

L'été 1808, « l'état de grâce » des militaires

A la fin du XVIII^e siècle, la carrière militaire ne jouit pas d'un grand prestige dans la société espagnole. L'armée est plutôt méprisée et son organisation pâtit d'un certain laisser-aller. Les guerres enclenchées par la Révolution française modifient cet état de fait en redonnant de l'importance aux militaires¹. L'arrivée au pouvoir de Manuel Godoy, officier des gardes du corps du roi dont l'ascension se déroule justement pendant la Guerre de la Convention (1793-1795) est symptomatique de la nouvelle place que prennent les militaires dans la vie politique du pays. L'invasion napoléonienne de 1808 accentue la tendance tout en produisant des effets paradoxaux.

L'armée espagnole est avant tout l'armée royale mais le service du roi le plus prisé au XVIII^e siècle passe par les carrières juridiques et administratives. Les officiers supérieurs agissent bien plus comme agents politiques de la royauté que comme responsables militaires. Le principe qui commande à ces charges est la représentation de la souveraineté royale et l'on y retrouve l'image double du roi d'Ancien Régime, à la fois roi de guerre et roi de justice². Finalement, l'armée, en tant qu'institution, et les militaires, même quand ils exercent une autorité civile, ne paraissent pas posséder une influence importante dans cette Espagne de la fin de l'ancien Régime³.

Les années Godoy modifient sensiblement cette impression de marginalisation de l'armée et des militaires. Il entreprend des réformes pour la moderniser, améliorant la formation des officiers. Avec l'engagement dans les guerres européennes, le militaire retrouve une place de premier ordre dans les préoccupations du gouvernement. Pourtant, la gloire acquise sur les champs de bataille reste modeste. La Guerre de la Convention se solde par un traité d'alliance forcé (Paix de Bâle, 1795). La guerre contre le Portugal en 1801, dite Guerre des Oranges, est certes une victoire mais le déséquilibre des forces en présence en faveur de l'Espagne ne permet de valoriser les actions militaires. La propagande en fait de plus retomber le succès sur la personne du généralissime Godoy, initiateur du conflit⁴. A

¹ G. DESDEVISES DU DEZERT, *España en el Antiguo régimen*, p 481-482.

² Il semble nécessaire de relativiser la vision d'une haute fonction publique issue de l'armée provoquant une militarisation de l'administration au XVIII^e siècle. P. MOLAS RIBALTA, *Historia social de la administración española* et F. ANDUJAR CASTILLO, *Los militares en la España del siglo XVIII*.

³ Ce constat est discuté par R. CRUZ MARTINEZ, « Los comienzos de la intervención política del ejército en la España contemporánea ».

⁴ G. ANES, *El siglo de las luces*.

l'automne 1807, dans le cadre du traité de Fontainebleau, l'armée espagnole franchit de nouveau la frontière portugaise mais cette fois accompagnée de l'armée française⁵.

Entre le 23 mai 1808 et les premiers jours de juin, les villes espagnoles libres de troupes françaises refusant de reconnaître les abdications de Bayonne. Les animateurs de ces journées de soulèvement anti-français décident de former des organes de gouvernement d'exception : les juntas suprêmes provinciales. Il s'agit de réunir les différents responsables locaux dans le but de rétablir l'ordre, de calmer la population et d'adopter les mesures nécessaires à la gestion de la crise. On y retrouve des agents royaux, des ecclésiastiques autour du conseil municipal. Des personnalités n'ayant aucune responsabilité officielle mais jouissant d'un grand prestige moral et social sont également invitées à siéger dans ces juntas. On associe aux juntas des experts, en particulier des militaires⁶.

Dans le contexte d'un état de guerre déclaré, la présence d'officiers est une nécessité absolue. Les juntas proclament l'enrôlement de volontaires pour combattre les Français. Les officiers en retraite sont rappelés et dans les villes de garnison ; les officiers en activité sont sollicités pour organiser la défense, comme à Gérone par exemple. Dans la composition des juntas, la part des militaires varie principalement en fonction de la situation géographique et de la fonction de la ville. Les villes proches des troupes impériales intègrent un plus grand nombre de militaires que les villes moins exposées. Dans les villes de garnison, les officiers sont souvent à l'initiative du soulèvement patriotique et on les retrouve en nombre dans la junta comme à Badajoz ou à La Corogne. Les circonstances permettent souvent aux militaires de profiter de promotions impensables auparavant puisque les juntas, en tant qu'organe de gouvernement souverain, distribuent les grades. Ainsi, de simple capitaine, le marquis de Santa Cruz del Marcenado devient général en chef des troupes de la Principauté des Asturies. José Palafox, brigadier des gardes du corps du roi, se retrouve promu capitaine général de l'Aragon.

Pourtant, plusieurs officiers supérieurs ont manifesté leurs doutes quant aux chances de succès d'une insurrection contre les Français. Cette prise de position est parfois jugée comme une trahison envers la cause de la patrie et ces officiers peuvent être victimes de la fureur populaire (le marquis de la Solana à Cadix, le gouverneur de Badajoz). Face à la pression de la foule, Gregorio de la Cuesta, capitaine général de Vieille Castille, accepte de prendre la tête de la résistance même s'il est convaincu que les Espagnols ne pourront vaincre les armées impériales. Les premières opérations militaires tentées contre les Français le prouvent rapidement. En Castille, Ségovie et Valladolid tombent. Les patriotes obtiennent cependant une victoire de grande portée symbolique en Andalousie. A Bailén, le 19 juillet 1808, l'armée commandée par Castaños, constituée de troupes régulières des provinces environnantes et de volontaires locaux enrôlés par les juntas, réussit à faire

⁵ R. HOCQUELLET, *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne de l'Espagne*.

⁶ A. MOLINER PRADA, *Revolución burguesa y movimiento juntista en España*, et R. HOCQUELLET, *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne de l'Espagne*, p. 141-143.

capituler Dupont. Castaños en tire un grand prestige : il est honoré par la junta de Séville et son exploit est vanté dans les chansons et les proclamations patriotiques⁷.

Dans l'enthousiasme qui suit cette victoire, les patriotes parviennent à établir un plan d'union des différentes juntas pour mettre en place un gouvernement central de résistance. Parmi les multiples propositions qui s'intéressent à la forme de ce gouvernement, un auteur anonyme se prononce pour un conseil de régence où les militaires seraient largement représentés. Il cite en particulier Cuesta, Palafox, Castaños, Reding⁸. Conscients à cet instant du rôle important qu'ils ont à jouer, plusieurs officiers supérieurs⁹ se retrouvent à Madrid le 5 septembre. Ce conseil de guerre déborde largement la question militaire en proposant une solution également politique à l'acéphalie. Ils se prononcent pour une régence assurée par le Conseil de Castille et pour un gouvernement militaire de l'Espagne. Déjà, les premiers signes de défiance envers les militaires apparaissent de la part des responsables civils patriotes. En effet, Cuesta a fait emprisonner deux députés des juntas de León (Valdés et Quintanilla) envoyés à Madrid pour discuter de la formation d'une Junta centrale, projet concurrent à celui d'un conseil de régence¹⁰. Le 25 septembre, la solution junte civile l'emporte par l'installation officielle de la Junta centrale à Aranjuez, composée de deux députés de chaque junta provinciale suprême.

Avec les défaites, les critiques : les cas de Castaños et la Romana

Au mois de novembre 1808, Napoléon en personne prend la tête des armées impériales stationnées en Espagne et lance une campagne de reconquête aboutissant rapidement à la prise de Madrid, le 4 décembre. La Junta centrale se replie sur Séville. Dans cette conjoncture militaire défavorable, la défiance s'accroît vis-à-vis des militaires. La première victime est Castaños, le vainqueur de Bailén, très tôt critiqué au sujet des négociations de la capitulation de Dupont qui avait obtenu l'embarquement de ses troupes à Cadix plutôt que leur emprisonnement en Espagne. Malgré cela, Castaños est honoré par la junta centrale en novembre 1808 de la charge de président de la *Junta general militar*. En acceptant la charge en dépit de l'opposition de la junta de Séville qui souhaite le voir rester à la tête de l'armée du Centre, Castaños est pris à partie sur la route qui le mène de la Manche à l'Andalousie par des personnes qu'il identifie comme des ...

« ...desertores y extraviados de los ejercitos diciendo que todos los generales son traidores, que tenian vendidos los soldados por un tanto, que los llevaban al matadero... »¹¹

⁷ Dès le lendemain de la bataille, deux textes célèbrent Castaños : *A la Suprema Junta de Sevilla y al Ex. D. F.X. Castaños, general en jefe del ejercito de Andalucia, la Patria reconocida*, Séville, 22 juillet 1808 ; « A los Andaluces », *Gaceta ministerial de Sevilla*, n°16, 23 juillet 1808.

⁸ *Carta y plan sobre el establecimiento de un gobierno sencillo*, por un eclesiastico, 31 août 1808.

⁹ C. de TORENO, *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*, p. 131.

¹⁰ F. CARANTOÑA ALVAREZ, « Poder e ideología en la guerra de la Independencia ». Cuesta est accusé de vouloir devenir le « dictateur de la Castille » et Castaños craint l'instauration de « l'anarchie militaire ».

¹¹ « Representación del general Castaños », 1809.

Demandant réparation pour son honneur offensé, il obtient de la Junte centrale la publication d'un manifeste (écrit par lui-même) justifiant de sa conduite patriotique. Utilisant la théorie du complot pour expliquer les rumeurs contre sa personne et sa conduite, il en appelle à la restauration de la confiance de la nation envers les chefs militaires (6 janvier 1809). Arrivé à Séville, il se voit convoquer pour comparaître en conseil de guerre au sujet des rumeurs de trahison mais le procès qui se termine par un non lieu. Castaños reprend du service mais sa réputation est entâchée pour le reste de la guerre. Lorsque la Junte centrale se dissout à la fin du mois de janvier, il devient l'un des cinq premiers régents. Cette distinction n'a jamais redonné son lustre à la carrière du vainqueur de Bailén.

Avant 1808, le marquis de la Romana était l'un des plus illustres généraux espagnols. Au moment du soulèvement, il est au Danemark dans le cadre du traité signé entre Godoy et Napoléon, en février 1807. Apprenant les abdications de Bayonne, fidèle à Ferdinand, il rejoint l'Espagne avec ses hommes. Il combat aux côtés des Anglais dans le León, en Galice puis en janvier, il se replie dans les Asturies, dernière province du Nord-Ouest libre de Français. Ici, il décide de dissoudre la Junte d'Oviedo sous prétexte qu'elle n'a pas accompli sa mission patriotique. Les députés déposés se plaignent auprès de la Junte centrale. Alvaro Florez Estrada, soutenu à la Junte centrale par Jovellanos, l'attaque virulemment.

Le conflit entre Romana et les députés des Asturies est difficile à démêler car il engage un grand nombre de paramètres locaux et nationaux. En effet, Romana vient d'être nommé député de Valence en remplacement du prince Pio. A la Junte centrale, l'un des arguments retenus contre le marquis de la Romana est « el descontento que hay de él en las provincias que manda »¹². Plus tard, la Romana se prononce pour le remplacement de la Junte centrale par un conseil de régence au travers d'un manifeste publié par la Junte de Valence. Le député de León, Valdés, demande son arrestation et rappelle ses agissements dans les Asturies ainsi que son refus ultérieur de rejoindre l'armée de la Manche¹³. La Romana apparaît comme un général trop indépendant, interventionniste et conservateur. Sur le terrain, il n'obtient pas les succès militaires qui pourraient le disculper des accusations faites à son encontre.

Des militaires sous contrôle des Cortes et sous commandement anglais

En janvier 1810, les portes de l'Andalousie s'ouvrent. La Junte centrale, réfugiée dans l'île de León, proclame sa dissolution, et convoque les Cortes. Organe extraordinaire dans sa forme comme dans ses compétences, les Cortes jouent un triple rôle : elles sont l'assemblée représentant les patriotes, la représentation de la souveraineté de la nation espagnole au nom de ses droits et de ceux de Ferdinand VII empêché de régner et enfin, le gouvernement des Espagnols par l'étendue de leur champ d'action. S'attribuant pêle-mêle le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, les députés des Cortes de Cadix sont au centre de toutes les

¹² Archivo Histórico Nacional, Estado, leg.4-A, n°15, sesión de la Junta central, 18 VI 1809.

¹³ Archivo Histórico Nacional, Estado, leg.7-C, n°16.

décisions. La question militaire est abordée sous ces différents aspects : en tant que représentation des patriotes, les députés observent, commentent et analysent les opérations menées par les généraux ; en tant que souverain, ils procèdent aux nominations, aux promotions et aux blâmes ; en tant que pouvoir constituant, ils travaillent sur une réforme de l'armée conforme à l'esprit libéral qui anime la majorité.

Le principal souci des députés est de nationaliser l'armée, c'est-à-dire de réaliser une symbiose entre la nation et ses militaires afin de mettre ces derniers au service de celle-là. En se défiant d'une armée permanente sous les ordres du roi, la majorité des députés optent pour un système dans lequel chaque citoyen peut devoir servir la nation par les armes. Les Cortes contrôlent donc pas à pas les officiers et leurs actions. Du coup, chaque défaite et chaque mouvement de repli face à l'ennemi deviennent suspects. Mais alors, seul le sacrifice du militaire au combat devient digne d'honneur.

La nécessité d'un commandement unique pour toute la péninsule est débattue à Londres comme à Cadix et en décembre 1812, les Cortes espagnoles décident de confier le commandement au duc de Wellington. Désormais, toutes les opérations militaires couronnées de succès seront à mettre au crédit de cette alliance dominée par les Anglais. Ce choix n'est pas seulement stratégique car un général en chef étranger évitait d'avoir à trancher en faveur un général espagnol. Wellington s'était pourtant plaint à multiples reprises de l'incurie de certains officiers espagnols et du manque d'appui logistique qu'il rencontrait dans les provinces. Ballesteros, scandalisé par cette nomination, s'y oppose publiquement. Les Cortes réagissent fermement à cette intervention d'un militaire dans le champ politique et ordonnent son confinement.

Les campagnes de 1812 et 1813 montrent la supériorité de Wellington sur les restes de l'armée impériale. Madrid est reprise par les alliés en août 1812 et le 21 juin 1813 et la bataille de Vitoria force José Ier à abandonner la péninsule. Cette victoire est à mettre au crédit de Wellington qui reçoit tous les honneurs des Cortes¹⁴. Ainsi, les noms des généraux espagnols ne sont guère associés aux derniers grands affrontements de la guerre alors que des troupes espagnoles continuent de participer aux combats jusqu'à la bataille de Toulouse.

2 – La glorification des militaires morts au combat.

L'état de suspicion qui règne vis-à-vis des militaires ne coïncide pas avec l'héroïsation dont certains font très tôt l'objet. Simplement, c'est le *pro patria mori* qui permet la conversion du soldat stigmatisé en héros glorifié. En effet, il existe peu de traces d'héroïsation militaire du vivant du soldat : Pierre Géral signale toutefois le cas exceptionnel d'une proposition émanant du *gremio* des *Lumineros* de Zaragoza en faveur d'un monument au défenseur de la ville, José Palafox¹⁵. Le 20 octobre 1808, le corps municipal qui qualifie la proposition de « juste et méritée », la rejette significativement. Par contre, il existe une proposition en

¹⁴ C. ESDAILE, *La guerra de la Independencia*, p 453-454.

¹⁵ P. GEAL, « Los monumentos de la guerra de la Independencia ».

faveur d'un buste au général Wellington, à Salamanque, rapportée aux Cortes le 14 août 1812.

L'héroïsation timide des militaires.

La précocité surprenante avec laquelle les contemporains de la guerre s'emparent de la question des mémoires ne tansige donc pas avec l'impératif du décès : c'est le cas du monument au marqués de la Romana dont la proposition du 1^{er} février 1811 suit de peu la mort de ce dernier. C'est naturellement le cas des débats aux Cortes autour d'Alvarez de Castro, le 5 janvier 1811, un an après sa mort. C'est le cas du monument à Pedro Velarde dont le débat à la municipalité de Santander survient longtemps après la mort du personnage, le 2 mai 1808. C'est enfin le cas de Daoiz y Velarde qui moururent au cours de ces mêmes journées insurrectionnelles.

Pierre Géal note en revanche que pendant la guerre, les premiers monuments sont en l'honneur du peuple collectif (Zaragoza, Gerona) et non pas de héros individuels. La profusion de propositions monumentales, émanant aussi bien des Cortes que de multiples pouvoirs locaux, rend majoritairement hommage à la nation et à l'héroïsme des Espagnols. Christian Demange remarque également que les premières représentations du 2 Mai ne réservent qu'une portion congrue aux deux militaires du Parc de l'Artillerie¹⁶. Par exemple, dans la série de quatre estampes que Tomas Lopez Enguidanos consacre à l'insurrection madrilène entre juillet et novembre 1808 (ou bien entre mars et décembre 1813), le peuple occupe la première place. Dans la première oeuvre dramatique traitant des événements du 2 Mai, celle de Francisco de Paula Marti, *El día 2 de Mayo de 1808 en Madrid y muerte heroica de Daoiz y Velarde*, tragédie représentée au *Teatro del Principe* le 9 juillet 1813, les deux artilleurs n'apparaissent à aucun moment comme des *caudillos* conduisant le peuple mais plutôt comme des figures emblématiques du peuple de Madrid. Marie Salgues remarque enfin que sur le répertoire de quelque 300 pièces de théâtre jouées à Madrid pendant toute la période de la guerre ne figurent qu'une trentaine d'oeuvres au caractère franchement militaire¹⁷. Même dans ces cas, les militaires ne valent pas tant pour leurs faits d'arme que comme bons patriotes, à l'image du peuple qui les entoure.

C'est plus tard, lorsque le cours de la guerre devient favorable aux troupes anglo-espagnoles, que les militaires du 2 Mai sont héroïsés par l'armée. Un décret du 7 juillet 1812 commande d'ériger à Séville un monument à la mémoire des artilleurs. L'initiative en revient à Matin Garcia Loygorri, directeur général du Corps d'artillerie. Par la suite, en avril 1814, une annexe au décret organisant la procession civique en l'honneur des martyrs du 2 Mai établit une séparation les restes des deux artilleurs de ceux des autres victimes du peuple. Elle autorise également le corps d'Artillerie à conserver l'une des trois clés qui gardent les deux urnes sacrées, faisant des militaires les uniques autorités légitimes pour honorer Daoiz y Velarde. C'est le moment où le culte militaire se dissocie nettement du culte populiste. Comme l'explique Christian Demange, « Situar a dos militares en el centro de la insurrección permite restablecer en ésta la Institución y la Autoridad y descartar al pueblo, presentado hasta ahora como el único protagonista colectivo de la revuelta por el

¹⁶ C. DEMANGE, *El Dos de Mayo*, chap1.

¹⁷ M. SALGUES, « La Guerra de la Independencia y el teatro ».

conjunto del discurso literario sobre el Dos de Mayo ». De plus, « focalizar el relato histórico en los dos militares permite borrar la experiencia revolucionaria y reducir la lucha patriótica a la mera defensa del territorio ». On pourrait ajouter que ce culte permet d'effacer le souvenir pénible des désastres militaires qui suivirent : c'est un souvenir-écran.

L'historien a raison de préciser que les prétentions des militaires compensent à cette époque un déficit de légitimité : la présence de l'armée aux cérémonies de 1814 symbolise l'adhésion à la nation mais elle résulte aussi de la nécessité de faire pièce à la légitimité du roi et des Cortes. Le triangle Roi/Nation/Armée que ces célébrations sont censées établir demeure fragile, ce qui a pour conséquence d'hypothéquer l'avenir du 2 Mai. En 1820, les nouvelles Cortes qui tentent de capitaliser la mémoire de la guerre d'Indépendance renouent avec le mythe populiste et tournent le dos à Daoiz y Velarde.

Si le cas de Daoiz y Velarde annonce la prééminence du premier du mythe militariste sur le mythe populiste au XIXe siècle, on voit que la promotion de la figure du militaire sacrifié au combat suit les attendus de la tradition du *Pro patria mori* : ce sont dans les moules hérités de l'Ancien Régime que se redéfinissent les rapports à la nation moderne¹⁸. Enfin, ce cas permet de souligner que la construction symbolique qui tend à assimiler les intérêts de l'armée à ceux de la nation est lente et fragile. En tout état de cause, elle résulte de la guerre et n'est pas son prémice : la raison est que, avant de s'identifier à la nation, le héros de guerre s'identifie à la patrie locale, au *Pueblo*.

Le héros d'une ville assiégée, figure des *Pueblos*

Parmi les militaires honorés pendant la guerre et immédiatement après, il faut réserver une place particulière à ceux qui devinrent les symboles de la résistance héroïque de villes entières face à l'envahisseur : Gérone, Zaragoza, Ciudad Rodrigo, Tarragone, etc. Dans un ouvrage récent, Ricardo García Cárcel n'hésite pas à isoler les cas singuliers des héros de sièges¹⁹. Ici, les politiques de mémoire s'adonnent sans retenue à une héroïsation dont on a constaté ailleurs la timidité. Non contentes de promettre de rendre un culte éternel aux défenseurs des cités assiégées, les Cortes vont jusqu'à considérer que les officiers morts d'épidémie pendant les sièges sont morts au combat (décret du 5 VII 1809). La raison de cet enthousiasme vient de ce que la guerre de siège met en valeur la composante civique du conflit. Le siège s'installe dans la durée et repose sur la cohésion et l'organisation de la résistance du *Pueblo*. En ce sens, l'armée est appelée à donner consistance à un lien civique en pleine dislocation.

Un bel exemple de ce phénomène est le culte très tôt rendu à Alvarez de Castro, le défenseur du troisième siège de Gérone, décédé dans les geôles françaises en janvier 1810 quelques jours après la reddition de la ville. L'héroïsation rapide du capitaine repose sur deux fondements : la résistance du *Pueblo* et la glorification d'une action de guerre reconnue par excellence comme le haut fait de la guerre classique. Gérone et Saragosse ne bouleversent ni les hiérarchies sociales ni les représentations traditionnelles de la guerre.

¹⁸ E. KANTOROWICZ, *Mourir pour la patrie*.

¹⁹ R. GARCIA CARCEL, *El sueño de la nación indomable*, p.125 sq.

A la lecture des centaines de pages qui racontent les actions glorieuses d'Alvarez de Castro, on est frappé de ce que le héros militaire incarne très tôt la communauté qu'il est censé défendre : dans son journal, Raymundo Ferrer note qu'Alvarez est le père de la communauté et, « como tierno padre, (...) habia dividido su amor entre la guarnición y el vecindario de Gerona »²⁰. A travers lui, selon Cúndaro, c'est la communauté parfaite qui se défend et agit :

«Ved, advertid como honran Gerona por medio de esas exêquias funebres, el Rey por el religioso zelo de la Muy Ilustre Junta, que lo representa, y la Religión por medio de un augusto sacrificio, y con la personal asistencia de nustreo Ilustrísimo Prelado, y su respetable Cabildo, à los que pelearon con valor para defender sus derechos »²¹.

J'ai démontré ailleurs combien l'héroïsation d'Alvarez de Castro reposait sur l'intimité de son culte avec celui, très traditionnel, de Saint Narcisse qui avait été proclamé aux lendemains du second siège, généralissime des armées de Gérone²². La filiation entre le saint et le militaire est renforcée par la suite par le fait que le sépulcre du général se trouve dans la chapelle de Saint-Narcisse, dans l'église de San Feliu. Le rappatriement du corps s'effectue pendant les festivités du saint patron²³. La valeur christique du militaire est enfin renforcée par la légende qui veut qu'Alvarez ait été empoisonné par les Français dans la citadelle de Figueres, une légende largement entretenue par Francisco Satué, l'aide de camp d'Alvarez et infatigable promoteur de sa mémoire²⁴. Mort en martyr, le héros de guerre acquiert ainsi une haute valeur religieuse qui rend possible son adoption par la population. Mais cette dimension religieuse n'est pas dissociable de la valeur politique qu'on lui attache: dans une communauté qui se vit sur le mode de la cité parfaite, il va de soi que la religion est le ciment de la société. Ainsi, Alvarez ne gagne de crédit politique qu'à la condition d'actualiser le culte au Saint patron, symbole par excellence de la communauté.

Dès lors, on comprend que s'effectue un transfert d'héroïcité des habitants de Gérone à la personne d'Alvarez. En effet, les premières célébrations mettaient l'accent sur l'héroïsme collectif du peuple, comme on l'a noté à propos du 2 Mai. Par exemple, le 14 septembre 1810, les Cortes créaient la Croix militaire du siège et concédaient à la ville le titre d'*Excelentísima*. Mais le 7 janvier 1812, les Cortes font inscrire dans l'hémicycle le nom d'Alvarez de Castro en lettres d'or, aux côtés des plus illustres héros de la guerre de l'Indépendance. Elles ordonnent que soit érigé sur une place de Gérone un monument à la mémoire du général. A partir de 1815, des initiatives commémorative mettent en scène de manière très spectaculaire la mémoire d'Alvarez de Castro sur le modèle des hommages funèbres rendus au monarque. Le culte personnalisé efface par conséquent la geste des habitants et soldats qui ont sacrifié leur vie. Significativement, sur le catafalque dressé lors de la cérémonie officielle à Santa Maria del Mar à Barcelone en 1815, le frontispice affiche la formule : « Alvarez, Invicto, Gerona ».

²⁰ R. FERRER, *Diario del Sitio de Gerona en el año 1809*.

²¹ M. CUNDARO, *Oracion Fúnebre*, p.15.

²² S. MICHONNEAU, « Alvarez de Castro, la fábrica de un héroe ».

²³ S. MICHONNEAU, « Gerona, baluarte de España ».

²⁴ F. SATUÉ, *Manifiesto de quanto sucedió al Excmo Sr Tte Gral Don Mariano Álvarez de Castro*.

On constate donc que le destinataire des honneurs est passé d'une instance collective au héros militaire : cette évolution reflète la substitution du pouvoir de la Junte par celui d'un représentant de l'autorité de l'Etat. A Gérone, une junte de défense s'était formée et comme ailleurs, elle n'était en rien une institution révolutionnaire mais une instance dépositaire de la souveraineté du roi en son absence²⁵. Pendant la guerre, l'autorité politique s'incarne dans Alvarez qui devient une métonymie du *Pueblo*, sans qu'il ne soit possible de distinguer le pouvoir civil du pouvoir militaire.

Finalement, dans le contexte exceptionnel de la dissolution des légitimités d'Ancien Régime et sous la contrainte d'une situation d'urgence, la cohésion des forces armées derrière leur chef en vient à manifester le plus évidemment la concorde publique perdue ou menacée. Pour justifier l'enrôlement, les sacrifices et les combats, la légitimité du chef de guerre finit par l'emporter sur les entités pourvoyeuses de légitimité politique comme le roi, le *pueblo* ou plus tard, la nation. Ainsi, le siège mettait à l'honneur une nouvelle armée où la suspension des rapports sociaux traditionnels favorisait l'éclosion de nouvelles formes d'autorité politique. Au fond, le succès du héros de siège s'explique par le fait que ce militaire-ci se situe à la croisée « du pouvoir constituant des anciennes communautés et de l'expression moderne de la volonté populaire »²⁶.

3 – Des militaires entre société corporatiste et société libérale

La guerre a pour conséquence de provoquer une redistribution des cartes au sein de l'armée : entre les officiers gradés de l'ancienne armée et les hommes nouveaux surgis à la faveur des combats, une distance s'établit qui place l'armée en porte-à-faux.

Des origines et des pratiques (trop) ancrées dans l'Ancien Régime

Les officiers gradés de 1808 sont essentiellement des enfants de la noblesse. Ils atteignent ce rang directement par l'incorporation dans l'armée en tant que cadet²⁷. Les officiers jouissent en outre du *fuero militar* qui les place un peu plus à l'écart du reste de la population espagnole. Le monde des officiers fonctionne donc comme une véritable corporation avec ses propres règles et ses marqueurs d'appartenances bien distincts du commun de la société espagnole.

L'élan patriotique de l'été 1808 qui valorise l'unité de la résistance a des difficultés à emporter les officiers. Ces derniers maintiennent leur position singulière non seulement en tant qu'experts nécessaires à la réussite de l'entreprise mais aussi en tant que catégorie particulière. La porosité entre civil et militaire observable dans les juntes provinciales s'ajuste mal à la représentation que les militaires se font de leur mission. En tant qu'experts, ils tentent d'expliquer aux patriotes les plus déterminés l'impossibilité de vaincre les troupes impériales. En tant que membres d'un corps privilégié, ils

²⁵ J.M. PORTILLO, *Crísis atlántica, Autonomía e independencia en la crisis de la monarquía hispánica*, p. 56.

²⁶ C. THIBAUD, *Républiques en armes*, p. 72.

²⁷ C. ESDAILE, *La guerra...*, *Op. Cit.*, p. 43

s'accommodent mal de la confusion des genres introduite par les juntas. Dans plusieurs cas pendant l'été 1808, les officiers quittent les juntas.

D'autres phénomènes interviennent dans ce paradoxal désamour entre patriotes et officiers. Dans toute l'Europe, une certaine mauvaise réputation entâche les militaires d'Ancien Régime à cause du monopole des armes qu'ils possèdent. La figure du mercenaire transparait derrière celle du soldat royal. A cela s'ajoute le fait que beaucoup d'officiers doivent leur grade à Godoy. Sachant que le ressentiment envers Godoy fut l'un des plus puissants ressorts de la mobilisation patriotique, la suspicion envers ces officiers est d'autant plus grande.

L'engagement dans la résistance ne modifie pas réellement le mode de fonctionnement des officiers entre eux. Il reste des rivaux pour l'accès aux grades supérieurs. Cette rivalité très corporatiste se manifeste au sein de la *Junta militar* mise en place par la junta centrale le 30 septembre 1808. Les différents généraux pressentis sont en fait des concurrents dans la carrière des honneurs et ont pris des positions divergentes quant à l'organisation de la résistance aux Français et à la tutelle de l'autorité suprême du roi²⁸. En particulier, Montijo et Escalante visent tous les deux la capitainerie générale d'Andalousie. Il existe aussi un conflit latent également entre Ciscar et Cuesta au sujet de l'affaire des députés de León.

Avec les Cortes de Cadiz, la représentation des militaires est encore plus négative. Elle se nourrit à la fois de la mauvaise réputation héritée de l'Ancien Régime et de l'idéal national que porte les libéraux. En effet, le préjugé corporatiste fait des officiers des serviteurs exclusifs du roi et non pas ceux de la nation. L'engagement patriotique des membres du parti fernandin comme le comte del Montijo ou le marquis de la Romana éveille la méfiance. Toreno, en juin 1812, est tout à fait représentatif de cette opinion lorsqu'il établit un parallèle entre armée royale et despotisme :

« Todos sabemos que los ejércitos, que no deben ser más que una porción de ciudadanos armados destinados a proteger y defender las clases pacíficas y productoras del Estado, han sido por desgracia en los gobiernos modernos unos meros instrumentos del capricho de los gobernantes para oprimir estas clases ».²⁹

Ainsi, en prenant acte des changements intervenus lors du soulèvement qui virent des civils s'engager volontairement dans les régiments patriotes, les libéraux mettent fin au régime corporatiste en créant une armée de citoyens³⁰. L'égalité d'accès aux grades d'officier est proclamée et l'avancement est codifié. Surtout, les milices provinciales composées de citoyens civils sont à la fois les auxiliaires indispensables de la défense du territoire et la caution politique d'une armée nationale.

²⁸ E. LA PARRA LOPEZ, « La Central y la formación de un nuevo ejército. La Junta militar ».

²⁹ C de TORENO, discours aux Cortes du 20 juin 1812, cité par J. CEPEDA GOMEZ, *El ejército español en la política española*, p.137.

³⁰ Une juridiction spéciale demeure en vigueur pour les militaires, continuation du *fuero militar* défendue par les députés militaires de Cadix. R. L. BLANCO VALDES, Rey, *Cortes y fuerza armada en los orígenes de la España liberal*, p. 182-183.

Cohérents avec la révolution politique qui vient de se produire faisant de la nation la source unique de toute légitimité, les députés de Cadix placent les militaires d'active sous leur propre loi. Ce contrôle est aussi rendu nécessaire par l'attitude peu favorable que manifestent plusieurs officiers supérieurs vis-à-vis de la constitution de mars 1812 (Montijo, Ballesteros, Cuesta, Castaños...).

Les effets de la transformation de la guerre par la guerre.

Mais la guerre bouleverse les corps armés et fait surgir en son sein des nouveaux hommes. Les défaites successives obligent à reconstituer à chaque fois de nouvelles armées, presque *ex nihilo*. Cette volatilité implique un renouvellement social depuis longtemps connu : des 458 généraux nommés pendant la guerre, 174 sont issus des rangs inférieurs des officiers de 1808 et 9 de groupes de civils ou du commun³¹. De nouveaux chefs surgissent à la faveur de la guerre : Pablo Morillo, José Ramon Rodil et l'armée ne contribue pas peu à nourrir les rangs de la guérilla : Joan Bonsoms, José Fontbella, Bartolomé Amor, Tomas Principe, Martin Calvo, Espoz y Mina, etc. Ronald Fraser a montré que les officiers de rang moyen constituaient l'un des principaux foyers de recrutement des chefs de guérilla. Entre 30 et 50% des effectifs des guérillas étaient en outre des déserteurs³².

La guerre a profondément politisé l'armée. A priori, ces hommes nouveaux ont tout à perdre d'un retour de l'absolutisme. Toutefois, l'abolition des privilèges du *fuero* militaire a frustré des sous-officiers qui le considèrent encore comme attractif et justement rétributif des sacrifices au combat. D'autres se fatiguent de l'antimilitarisme récurrent des députés aux Cortes. Souhaitant être respectés, les militaires finissent par s'éloigner des libéraux et confondent leurs propres intérêts avec ceux de la nation. La propagande orchestrée autour de Ballesteros et de Palafox contribue par exemple fortement à ce que l'armée se croie gardienne des intérêts du peuple. Il n'y a alors qu'un pas à franchir pour s'autoriser à renverser un gouvernement qui, selon eux, ne remplirait pas ses fonctions : c'est ce que fit le général Elio à Valence lorsqu'il se prononce en mai 1814 en faveur de Ferdinand VII. Mais plus encore qu'une prédisposition réactionnaire de l'armée, c'est l'expérience inédite de la guerre et de la révolution qui dictent l'attitude des militaires.

La guerre avait enseigné quelles étaient les limites d'une mobilisation des milices et des juntes contre l'envahisseur : la société de corps (*estamental*), malgré tout, avait échoué à se défendre. Les tentatives libérales de refonder l'armée sur une base républicaine de citoyen-soldat dans un souci d'associer les citoyens à la vie civique ne furent pas davantage couronnées de succès. Par contre, le désœuvrement qui eut cours dans les armées, la puissance de dissolution des désertions massives, l'émiettement du commandement sont des facteurs qui impliquent la dissolution de l'autorité traditionnelle. Dans ces conditions, le mécontentement des soldats ne se fonde pas tant sur une adhésion à de nouvelles valeurs politiques libérales que sur des sentiments individuels, des codes d'honneur, des rites collectifs qui forgent un véritable esprit de corps. Comme dans la guérilla, la cohésion des troupes repose principalement sur la confiance dans le chef de guerre et sur son aura. La reformulation des liens tend à privilégier la solidarité horizontale dans l'adversité (bivouac,

³¹ C. ESDAILLE, *La quiebra del liberalismo (1808-1939)*, Madrid, Critica, 2001, p.49, 459p.

³² R. FRASER, « Identidades sociales desconocidas », p.17-18.

repas, etc.), l'égalité des conditions dans la guerre, l'abolition des distinctions sociales qui structuraient jusqu'alors la société militaire. En somme, les changements des formes de la guerre permettent non seulement un renouvellement des hommes mais surtout une mutation des formes de commandement qui induisent une recomposition des formes d'autorité politique. La guerre est donc un laboratoire où s'expérimentent de nouvelles relations sociales relativement inédites, souvent fondées sur une forme d'égalitarisme concret au combat et sur une sensibilité particulière pour l'autorité charismatique. Creuset de nouvelles élites politiques, elle incorpore progressivement les chefs de guerre surgis à la faveur de la guérilla et du soulèvement junte. Car entre le chef de guérilla et l'officier de l'armée, il n'y a une différence fonctionnelle mais ni sociale ou culturelle.

Si comme on sait, c'est bien la structure corporatiste de la société qui résista à l'invasion napoléonienne en 1808, l'armée représenta longtemps une intrusion manifeste de l'Etat dans les *Pueblos*, mal supportée par ces derniers comme le montre Ll. Roura³³. La projection de l'armée au premier rang de la guerre à partir de l'offensive victorieuse des alliés brise ces résistances et devient un puissant agent de recomposition des identités politiques. Dans la mesure où elle n'incarnait plus l'organisation des communautés, la nouvelle armée, déterritorialisée, pouvait désormais porter le discours sur la nation. Avec son allié britannique, elle a unifié le territoire désormais « national », contribué à articuler de manière cohérente un territoire continu et homogène, associé son action à un commandement unique et bientôt, à un roi et à un gouvernement.

Les militaires après la guerre

En 1814, les militaires ont déjà créé la nouvelle figure du héros militaire susceptible de répondre aux nouveaux enjeux politiques posés par l'éclosion de la souveraineté nationale. D'un côté, les enterrements glorieux et les politiques de mémoire permettent de situer cette nouvelle armée dans la tradition de l'ancienne, d'en appeler à une filiation qui inscrit le combat de la guerre de l'Indépendance dans le temps long en oblitérant le désastre de 1808. D'un autre côté, les militaires s'érigent en nouveaux *próceres*, en candidat d'un panthéon laïc qui pouvait faire ombrage à la gloire du roi. Une certaine concurrence des légitimités politiques s'exprime alors, où l'usage de la mémoire des militaires morts sert de revendication politique aux militaires vivants. Le cas de l'érection d'une pyramide sur le pont de Zulema pour rendre hommage à l'Empecinado, le 16 décembre 1814 à Alcalá de Henares est significatif : le roi donne son approbation à la condition que le texte de l'inscription mentionne explicitement sa personne³⁴. Ainsi, il semble que Ferdinand VII ait eu conscience des dangers qu'un culte aux militaires de la guerre d'Indépendance représentait pour sa propre autorité.

La réticence de Ferdinand VII à honorer les militaires de la guerre d'Indépendance est à l'image de l'ambiguïté des relations qu'il entretient avec la nouvelle armée espagnole. La restauration et le rétablissement des principes de l'armée d'Ancien Régime fige d'un coup une situation qu'on a vu très mouvante. Le retour du roi ne semble bénéficier qu'aux plus

³³ Ll. ROURA, *Guerra Gran a la rattla de França*, p.196.

³⁴ Archivo Municipal de Alcalá de Henares, leg. 1063/4. Cf. P. GEAL, « Los monumentos de la guerra de la Independencia : un intento de síntesis », note 24.

vieux et les plus jeunes s'impatientent. A mi chemin de sa mue sociale et politique, le militaire semble avoir le plus grand mal à trouver sa place dans la société d'après-guerre.

Dans un premier temps, le retour de Ferdinand VII au printemps 1814 comble les espérances des officiers. Ainsi, le rétablissement de l'ancien régime est vécu comme un retour à la situation normale qui leur donne privilèges, droits propres et raison de servir par les armes. De plus, ils peuvent de nouveau prolonger leur carrière dans l'administration royale des territoires avec le rétablissement des charges de capitaine général, de *gobernador* et de *corregidor*. L'effacement des réformes libérales leur redonne toute la place qu'ils occupaient au sommet de la hiérarchie militaire et sociale avant 1808. Mais les officiers promus pendant la Guerre d'Indépendance par les autorités patriotes doivent justifier de leur grade. La plupart des grades est reconvertie en titres dans les milices provinciales qui ont remplacé les milices nationales. La démobilisation de nombreux militaires et la réorganisation des régiments donnent également lieu à une épuration conduite par Ballesteros jusqu'en octobre 1815 puis par Eguia³⁵. Cette épuration sélective touche aussi les 4 000 officiers moyens et subalternes retenus prisonniers en France, paradoxalement davantage suspectés que les militaires en poste administratif sous contrôle français³⁶.

En fait, les carrières militaires après 1814 semblent davantage dictées par la prise de position à partir de cette date qu'à leur parcours pendant la guerre. Le patriotisme et les succès comptent en tous cas moins que pour les chefs de guerrilla : Espoz y Mina est à cet égard emblématique. Ainsi, les carrières sont assez chaotique. Palafox par exemple, le « héros de Saragosse », a droit à tous les honneurs en 1814 : il est confirmé capitaine général d'Aragon mais seulement jusqu'en 1816. Le comte del Montijo tombe en disgrâce en 1817 en raison de son appartenance à la franc-maçonnerie. De même, Ballesteros, destitué en 1815 mais nommé aide de camp de Sa Majesté en 1821, finit en exil en France en 1823. En revanche, le duc *del Infantado*, en retraite de l'armée, se voit gratifié de la place de président du conseil du roi qu'il occupe jusqu'en 1820. Son itinéraire aux côtés de Ferdinand VII s'ajuste parfaitement à la constance de sa fidélité. C'est aussi le cas d'Eguia, successivement ministre de la guerre et capitaine général de Grenade, honoré en 1823 du titre de comte *del Real Aprecio*.

Le sort des officiers de grades inférieurs est encore plus difficile à analyser. Il s'agit surtout d'hommes jeunes dont une grande partie semble avoir pris parti pour le régime constitutionnel. La réforme nationale de l'armée leur ouvrit des perspectives de carrière bien meilleures que l'ancienne armée royale. Impliqués dans le soulèvement, ils avaient vécu leur engagement sous le double signe de la résistance patriotique et la révolution libérale. Ces officiers voient désormais leur carrière ralentie. Le cantonnement dans la péninsule les frustre des perspectives d'avancement qu'offrent la lutte contre les insurrections en Amérique. Les excès de la politique de restauration monarchique menée par Ferdinand VII les confortent dans leur idéal libéral. De ce fait, les tentatives de soulèvement de Porlier en 1815 et de Lacy en 1817 ouvrent un nouveau cycle dans les

³⁵ R. L. BLANCO VALDES, *Op. Cit.*, p 354-357.

³⁶ De nombreux exemples peuvent être tirés de FICHOZ, base biographique du personnel administratif et politique espagnol, MPI, Bordeaux.. Cf. aussi J.-P. LUIS, *L'utopie réactionnaire*.

relations entre pouvoir civil et pouvoir militaire. Là où ceux-ci échouent en y laissant la vie, Riego réussit en janvier 1820. Ici aussi, la combinaison de militaires bloqués dans leur carrière et le ressentiment contre les persécutions anti-libérales déclenchent le coup de force qui s'étend cette fois à l'échelle nationale.

Durant le *Trienio liberal*, d'autres officiers au même profil que Porlier, Lacy et Riego s'engagent dans ce mouvement tels que Gabriel Ciscar ou deux des frères O'Donnell, Alejandro, comte de la Bisbal, et Enrique. Avec ce type d'officiers, la figure du militaire change d'aspect. Il finit d'incarner une certaine idée de la nation libérale, soit par ses sacrifices (Riego, Torrijos), soit par sa détermination et sa capacité à mobiliser plus largement la population, en particulier grâce à l'encadrement des milices de citoyens. Son destin individuel coïncide avec son idéal aussi bien politiquement que militairement. Politiquement, il reste fidèle à l'événement fondateur de la révolution espagnole qu'est la Constitution de Cadix. Militairement, il place la défense des droits du peuple au-dessus des considérations stratégiques et prétend incarner la nation tout entière. Même si dans les justifications discursives de l'époque du *Trienio*, les références au rôle du militaire ne sont pas dominantes, on saisit combien la guerre d'Indépendance a bouleversé les rapports entre les militaires et la société, et les représentations qui sont attachées désormais à l'armée.

Conclusion.

Le processus qui mène à l'identification du militaire à la nation est long et heurté : il n'aboutit pleinement qu'en 1820 avec Riego. La guerre d'Indépendance est le moment clé de cette mutation : la dynamique de guerre est un instrument de recomposition des nouvelles identités politiques qui profite à tous les combattants. En effet, la guerre a profondément bouleversé les conditions d'exercice du pouvoir : elle a homogénéisé le territoire politique en même temps que l'espace politique, accru une centralisation de la puissance publique, précipité l'effacement de l'ordre corporatiste de la société, favorisé l'emprise de l'Etat. La guerre, enfin, a permis l'épanouissement de la révolution libérale. En somme, la guerre a projeté le combattant au-devant de la scène, si bien que la souveraineté semble désormais partie liée aux armes. Davantage encore qu'une identification entre les militaires et la nation, on assiste à une identification entre le combattant et la nation. C'est d'ailleurs de ce succès que profitent avec talent les combattants carlistes dans les années 1830.

Après-guerre, les militaires travaillent à capitaliser les bénéfices de la figure du guerrier alors même que le combattant n'avait pas toujours été un militaire de métier. Ils promeuvent la mémoire des héros susceptibles de renforcer leur prétention à incarner la nation. En détachant les militaires de la cause royale, la guerre a fait de l'engagement de l'armée auprès de Ferdinand VII un acte conditionné.

Au total, il s'agit de rompre avec une longue tradition clausewitzienne qui ne considère la guerre que comme un fait principalement politique. Pour citer Clément Thibaut, les formes de la guerre, la révolution politique et les mutations de l'armée sont liées parce que la guerre est un agent actif de transformation des sociétés politiques, un facteur de

socialisation des valeurs modernes (citoyenneté, nation, etc.)³⁷. Autrement, la violence du conflit a dissous la société corporatiste et la guerre nationale a préexisté à l'existence de la nation.

A la Suprema Junta de Sevilla y al Ex. D. F.X. Castaños, general en jefe del ejercito de Andalucia, la Patria reconocida, Séville, 22 juillet 1808.

« A los Andaluces », *Gaceta ministerial de Sevilla*, 16, 23 juillet 1808.

ABDAD, Fabrice, OZANAM, Didier, *Les intendants espagnols du XVIIIe siècle*, Madrid, Casa de Velázquez, 1992.

ANES, Gonzalo, *El siglo de las luces*, dans Miguel ARTOLA, *Historia de España*, t.IV, Madrid, Alianza Editorial, 1994, p.301-310.

ANDUJAR CASTILLO, Francisco, *Los militares en la España del siglo XVIII : un estudio social*, Granada, Servicio de publicaciones de la Universidad, 1991.

BLANCO VALDES, Roberto L., Rey, *Cortes y fuerza armada en los orígenes de la España liberal, 1808-1823*, Madrid, Siglo XXI, 1988.

Carta y plan sobre el establecimiento de un gobierno sencillo, por un eclesiastico, 31 août 1808.

CARANTOÑA ALVAREZ, Francisco, « Poder e ideología en la guerra de la Independencia », *Ayer*, 45, 2002 (1), p. 275-301.

CEPEDA GOMEZ, José, *El ejército español en la política española (1787-1843) : conspiraciones y pronunciamientos en los comienzos de la España liberal*, Madrid, Fundación Universitaria Española, 1990.

CRUZ MARTINEZ, Rafael, « Los comienzos de la intervención política del ejército en la España contemporánea », dans FERNANDEZ ALBALADEJO, Pablo, ORTEGA LOPEZ, Margarita, *Antiguo régimen y liberalismo. Homenaje a Miguel Artola*, Madrid, Alianza, Universidad Autónoma de Madrid, 1994-1995, vol III, p. 81-89.

CUNDARO, Manuel, *Oracion Fúnebre que en las solemnes exequias que la Muy Ilustre Junta General de la Ciudad de Gerona hizo celebrar en 26 de Agosto de 1808*.

DEMANGE, Christian, *El Dos de Mayo, mito y fiesta nacional (1808-1958)*, Madrid, Marcial Pons, 2004.

DESDEVISES DU DEZERT, Georges, *España en el Antiguo régimen*, Madrid, Fundación Universitaria Española, 1989.

ESDAILLE, Charles, *La quiebra del liberalismo (1808-1939)*, Madrid, Critica, 2001.

ESDAILE, Charles, *La guerra de la Independencia*, Madrid, Crítica, 2002.

FERRER, Raymundo, *Diario del Sitio de Gerona en el año 1809*, Gerona, 1809.

FRASER, Ronald, « Identidades sociales desconocidas. Las guerrillas españolas en la guerra de la Independencia, 1808-1814 », *Historia social*, 48, 2003, p. 3-23.

GARCIA CARCEL, Ricardo, *El sueño de la nación indomable, Los mitos de la guerra de la Independencia*, Madrid, Temas de Hoy, 2007.

GEAL, Pierre, « Los monumentos de la guerra de la Independencia : un intento de síntesis », dans Christian DEMANGE *et alii*, *Mitos y memorias de la guerra de la Independencia (1808-1908)*, Madrid, Casa de Velazquez, 2007, p.135-166.

HOCQUELLET, Richard, *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne de l'Espagne, 1808-1812*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2001.

KANTOROWICZ, Ernst, *Mourir pour la patrie*, Paris, PUF, 1984.

LA PARRA LOPEZ, Emilio, « La Central y la formación de un nuevo ejército. La Junta militar, 1808-1809 », dans FERNANDEZ ALBALADEJO, Pablo, ORTEGA LOPEZ, Margarita, *Antiguo régimen y liberalismo. Homenaje a Miguel Artola*, Madrid, Alianza, Universidad Autónoma de Madrid, 1994-1995, vol III, p.275-284.

³⁷ C. THIBAUD, *Républiques en armes*, p.60.

- LUIS, Jean-Philippe, *L'utopie réactionnaire*, Madrid, Casa de Velazquez, 2002.
- MOLAS RIBALTA, Pere, *Historia social de la administración española : estudios sobre los siglos XVII y XVIII*, Barcelona, CSIC, 1980.
- MICHONNEAU, Stéphane, « Gerona, baluarte de España. La conmemoración de los sitios de Gerona en los siglos XIX y XX », in CANAL, Jordi (dir.), « El nacionalismo catalán. Mitos y lugares de memoria », *Historia y política*, 14, 2005/2, pp. 191-218.
- MICHONNEAU, Stéphane, « Alvarez de Castro, la fábrica de un héroe », dans Christian DEMANGE *et alii*, *Mitos y memorias de la guerra de la Independencia (1808-1908)*, Madrid, Casa de Velazquez, 2007, p. 345-368.
- MOLINER PRADA, Antoni, *Revolución burguesa y movimiento juntista en España*, Lleida, Milenio, 1997.
- PORTILLO, José María, *Crísis atlántica, Autonomía e independencia en la crisis de la monarquía hispánica*, Madrid, Ambos Mundos, 2006.
- « Representación del general Castaños », *Reales ordenes de la Junta central Suprema de Gobierno del Reino y representaciones de la de Sevilla y del general Castaños acerca de su separación del mando del Ejército de operaciones del Centro*, Séville, 1809.
- ROURA, Lluís, *Guerra Gran a la ratlla de França*, Barcelona, Curial, 1993.
- SALGUES, Marie, « La Guerra de la Independencia y el teatro: tentativa de creación y de recuperación de una epopeya popular », dans Christian DEMANGE *et alii*, *Mitos y memorias de la guerra de la Independencia (1808-1908)*, Madrid, Casa de Velazquez, 2007, p. 267-287.
- SATUÉ, Francisco, *Manifiesto de quanto sucedió al Excmo Sr Tte Gral Don Mariano Álvarez de Castro... desde que se quedó prisionero de guerra en ella hasta su fallecimiento en el castillo de San Fernando de Figuera*, Barcelona, 1816.
- THIBAUD, Clément, *Républiques en armes. Les armées boliviennes dans les guerres d'indépendance du Vénézuéla et de la Colombie*, Rennes, PUR, 2006.
- TORENO, Conde de, *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*, Madrid, Tomas Jordan, 1835.

Résumé

Mots clé